

● (1140)

Je voudrais demander au ministre si le gouvernement va obliger Chrysler à fabriquer au Canada, en proportion du marché canadien, ce qu'il est convenu d'appeler une voiture mondiale qui serait la planche de salut de la société, et à investir à cette fin au Canada en même temps qu'elle se propose de le faire aux États-Unis.

M. Gérald Laniel (secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie et du Commerce): J'espère, madame le Président, que le député voudra bien que j'essaie de répondre à sa question. Je ne peux que répéter ce qu'a dit le ministre il y a une couple de semaines quand il a affirmé que Chrysler avait fait cette promesse au gouvernement fédéral. A ce moment-là des entretiens avaient lieu avec les syndicats à la suite desquels le ministre s'est entretenu avec la direction de Chrysler. Je tiens à annoncer au député qu'à 5 heures cet après-midi, le ministre aura de nouveaux entretiens avec les représentants de la compagnie.

Des voix: Bravo!

M. Deans: Est-ce qu'à cette occasion le ministre sera capable de bien faire comprendre à la compagnie que si elle veut que le Canada appuie ce qu'elle propose elle devra investir ici en même temps qu'elle le fera aux États-Unis, c'est-à-dire fabriquer également au Canada les voitures qui devront lui faire reconquérir sa place en Amérique du Nord?

M. Laniel: Le député sait que le ministre de l'Industrie et du Commerce s'est engagé à ce que les emplois restent au Canada et à ce que les travailleurs canadiens soient traités équitablement. Je suis certain que le ministre partage la préoccupation du député et qu'il est bien au courant de l'ensemble du dossier. Au cours des négociations qui auront lieu cet après-midi, le ministre saura défendre les intérêts du Canada et des travailleurs canadiens.

* * *

LE COMMERCE

LES PRODUITS DES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

L'hon. George Hees (Northumberland): Madame le Président, j'ai une question à poser au premier ministre. Au cours de sa récente tournée de pays sous-développés, a-t-il, comme on le rapporte, fait valoir aux personnes avec qui il a conféré que la meilleure façon dont les pays développés pouvaient aider les pays sous-développés à relever leur niveau de vie, c'était de les aider à accroître leur commerce d'exportation, et que le meilleur moyen d'y arriver, c'était que les pays développés réduisent les droits de douane et autres restrictions à l'importation sur les produits que les pays sous-développés veulent exporter en plus grande quantité? Si tel est le cas, le premier ministre dirait-il à la Chambre à quelles grandes catégories de produits que nous fabriquons également au

Questions orales

Canada il croit que le programme de réductions tarifaires et de restrictions à l'importation devrait s'appliquer?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, par suite de la politique du gouvernement canadien et du GATT, surtout des négociations de Tokyo, comme le député doit le savoir, lui qui s'est illustré au portefeuille du commerce, 80 p. 100 des produits des pays en voie de développement entrent au Canada en franchise. Tous les produits dits tropicaux, soit ceux qui viennent des pays du Sud, entrent en franchise, et les pays dont les produits sont assujettis à des droits de douane bénéficient du régime généralisé de tarif préférentiel. Il n'y a donc aucun doute que le gouvernement du Canada et les Canadiens tâchent par tous les moyens de faciliter le développement des pays émergents en commerçant avec eux. A cet égard, le Canada, même dans les domaines critiques du textile, du vêtement et de la chaussure, a fait infiniment mieux que, par exemple, notre voisin du Sud, en ce qui concerne la proportion des produits importés des pays du tiers monde pour notre propre consommation par rapport à celle des produits fabriqués au Canada.

M. Hees: Comme le premier ministre le sait, on exerce d'énormes pressions sur le Canada et sur tous les pays industrialisés pour qu'ils permettent à ces pays en voie de développement d'accroître leurs exportations, surtout les textiles, les chaussures, et les articles de ce genre. Pense-t-il que le Canada devrait prendre les devants comme il l'aurait dit, je crois, à ceux qu'il a rencontrés au cours de son voyage, et qu'il devrait instaurer un tel programme afin d'accroître nos importations de ces produits?

M. Trudeau: Madame le Président, pour ce qui est de prendre les devants, je crois avoir déjà dit dans ma réponse précédente, que le Canada est effectivement en avance sur ses principaux partenaires commerciaux pour ce qui est de permettre aux producteurs du tiers monde d'avoir accès à ses marchés, même pour ces produits. Mais je dois faire remarquer au député, ce que j'ai déjà dit à certains de mes interlocuteurs qui me demandaient d'accroître les contingents de ces articles importés au Canada, qu'ils sont presque tous fabriqués par trois des pays du tiers monde, soit Taïwan, la Corée du Sud et Singapour, que si nous augmentons ces contingents nous aiderons ces trois pays dont certains ont un revenu national par habitant plus élevé que certains pays dits du Nord qui font partie de l'OCDE.

Si notre objectif est d'aider plusieurs pays africains, nous n'y parviendrons pas de cette façon, à moins de continuer à exercer une certaine discrimination contre la Corée du Sud, Taïwan et Singapour, ou, pour être plus précis, il ne s'agit pas de discrimination mais plutôt de fixer des contingents par voie de négociations bilatérales avec ces pays.